

LES EFT FACE À LA MOTIVATION DES STAGIAIRES



analyse

Jun 2009

Véronique Huens

Coordinatrice éducation permanente

Marie-Caroline Collard

Directrice

Les entreprises de formation par le travail (EFT) ont comme objectif de former, en situation réelle de travail, sur chantier ou en atelier, des demandeurs d'emploi en difficulté d'insertion. Elles visent donc l'insertion sociale et professionnelle des personnes très peu qualifiées par l'apprentissage d'un métier sur des chantiers réels. Construction, horeca, nettoyage, entretien d'espace vert, ... autant de métiers que les EFT proposent à leurs bénéficiaires.

Réaliser cette mission d'insertion sociale et professionnelle relève du défi quotidien. Elle exige des moyens financiers suffisants, des formateurs qui connaissent le métier et sont capables de le transmettre, mais aussi des stagiaires motivés par la formation et les débouchés qu'elle peut leur offrir. Apprendre et s'en sortir n'est cependant pas toujours évident pour les stagiaires, souvent dans des situations très précaires.

Certaines EFT posent, sur ce dernier point, des constats difficiles. D'une part, elles n'arrivent plus à toucher toute une série de jeunes qui entrent pourtant dans les conditions d'accès à la formation et répondent tout à fait au profil des stagiaires. D'autre part, elles constatent une certaine démotivation des stagiaires, des abandons inattendus en cours de formation, etc. Les raisons pour expliquer ces phénomènes sont multiples. Comme l'explique Dominique Brasseur, administratrice de l'Interfédération des Organismes de Formation et d'Insertion Wallonie – Bruxelles, les OISP¹ et les EFT constatent, depuis la mise en place du Plan d'accompagnement des chômeurs (PAC), « *une augmentation significative des demandes d'entrée en formation, motivée simplement par le désir d'éviter "la sanction". Nous observons également que ces mêmes publics abandonnent parfois très vite leur formation...* »²

Toutefois, le « malaise » semble être plus profond et dépasser le seul cadre du PAC. Pour y réfléchir et trouver des pistes d'actions, l'EFT « Quelque Chose à Faire » a lancé un groupe de travail auquel participent des formateurs et responsables de plusieurs structures. Cette analyse souhaite faire écho aux réflexions et débats qui ont eu lieu au sein de ce groupe, en les élargissant quelque peu grâce à des travaux de recherche mais également à d'autres expériences de terrain. Nous analyserons dans un premier temps plusieurs pistes qui peuvent expliquer les situations d'abandon de certains stagiaires en EFT. Nous présenterons ensuite les pistes de réponses que peuvent apporter les EFT et l'économie sociale de manière plus générale mais également leurs limites.

¹ Organismes d'insertion socioprofessionnelle

² Dossier « DIISP, qui s'y frotte s'y PAC », L'Essor n°42, décembre 2007.

La motivation : une construction récente

Avant de parler de motivation, il nous semble important de bien prendre conscience du fait que ce concept est relativement récent et s'inscrit dans une évolution de société.

La motivation se définit généralement comme une « force, un stimulus, ou une influence », qui met en mouvement ou pousse un individu ou un organisme à réaliser une action. Si ce mot existe depuis bien longtemps, son utilisation s'est accrue de manière importante en Europe occidentale depuis le début des années 30, particulièrement dans le monde du travail.

Les nombreux sociologues et psychologues qui se sont penchés sur le concept de motivation depuis les années 60 s'accordent pour dire que l'aspect émotionnel est considérable dans la motivation d'un individu à atteindre un objectif donné. Il est en effet important que nos actions soient en accord avec nos valeurs, nos croyances qui sont, pour une partie, inconscientes. Selon Robert Dilts, un spécialiste des questions de motivation, les différents environnements dans lesquels nous vivons (professionnels, familiaux, urbains, scolaires, etc.) influencent également nos comportements.

D'autres éléments influencent directement notre motivation, comme les sentiments. Les sentiments qui motivent sont souvent la fierté, le défi, l'importance, le pouvoir, l'espoir dans le futur, la découverte, l'appartenance à une équipe forte, parfois la peur. Les sentiments qui démotivent sont souvent l'humiliation, l'injustice et l'incertitude.

Mais la motivation est surtout un concept relativement récent, une construction sociale qui va de pair avec celle de projet. Les sociologues expliquent que notre société a connu en quelques décennies un déclin des institutions (famille, école, etc.) qui cadraient auparavant les individus, qui balisaient leur chemin par des contraintes et des injonctions claires. Petit à petit, les figures d'autorité qui garantissaient l'ordre (le professeur, le patron, le père de famille, etc.) ont vacillé. Aujourd'hui, ce sont les individus eux-mêmes qui doivent trouver leur chemin, exprimer leur singularité, avoir des projets, ... Cette plus grande autonomie va de pair avec une plus grande responsabilité des individus. Chaque personne est responsable de sa propre vie et, pour la réussir, il doit avoir des projets, être motivé, connaître ses compétences et les développer, réaliser et s'auto-réaliser.

Cette nouvelle conception de la société et de l'individu s'incarne dans l'apogée de l'« Etat social actif ». Celui-ci propose une relation entre l'Etat et l'individu non plus basée sur une relation d'aide (Etat providence) mais une relation de droits et de devoirs, qui passe par un contrat. Dans un Etat social actif, l'individu doit prendre ses responsabilités, faire preuve d'initiative, de compétence et de motivation. Si cette motivation n'est pas démontrée et prouvée, il sera sanctionné.

Pourquoi les jeunes viennent-ils en formation ?

Qu'est ce qui motive les stagiaires, d'une part, à se former au sein des EFT et, d'autre part, à poursuivre leur formation ? Ces deux questions ont déjà été maintes fois abordées et ont fait l'objet récemment d'un groupe de travail coordonné par la Funoc et d'une journée de débat. De ces rencontres et des avis de plusieurs EFT rencontrées, il en ressort que les réponses sont multiples et dépendent fortement du « profil » du stagiaire. Certains vivent dans l'instantanéité et tentent de régler un à un les problèmes qui se présentent à eux. Ils voient l'EFT comme un moyen d'accéder à l'emploi et donc de résoudre l'ensemble des difficultés dans lesquelles ils vivent quotidiennement.

Comme l'explique un responsable d'EFT, le raisonnement des stagiaires semble, dans ces cas, être le suivant : « *Je vais me former, trouver un emploi et donc augmenter mon pouvoir d'achat qui va me permettre de résoudre les autres problèmes. Je vais avoir des sous, ce qui va me permettre d'acheter une maison, d'avoir moins de disputes, etc.* ». Certains formateurs et responsables évoquent toutefois le fait que la motivation à travailler est parfois « court-circuitée » chez certains par la certitude de pouvoir bénéficier des droits sociaux (chômage, RIS, etc.) et les pièges à l'emploi. Mais ces constats méritent d'être nuancés, comme nous le verrons plus loin.

Au-delà des questions de survie et d'accès à une situation financière moins précaire, il y a également la volonté d'être reconnu socialement, le désir d'être « comme tout le monde ». Le fait d'être encadré, de s'inscrire dans un groupe avec une dynamique positive et de pouvoir participer à un projet représenterait également un outil important de motivation, selon les participants au groupe de travail de la Funoc.

Depuis la mise en place du PAC, les EFT sont également confrontées à des stagiaires qui viennent chercher, non pas un emploi mais un répit administratif, une solution à la pression sociale et à la logique de contrôle. « *Je dois me former, sinon j'aurai une sanction* ».

Enfin, les structures accueillent également des stagiaires en demande d'asile ou d'étrangers régularisés qui font souvent preuve d'une motivation très forte pour la formation. Ces stagiaires ont, pour la plupart, quitté leur pays pour fuir des troubles ou une situation économique ou politique instable et insécurisante. Ils ont construit, avant de partir, une idée du chemin qu'ils souhaitaient parcourir pour « s'en sortir ». Certains d'entre eux maintiennent des liens avec leur famille restée au pays d'origine et savent que, au bout de la formation, le contrat de travail qu'ils pourraient obtenir fournira un mieux-être à leur famille ici et là-bas. S'intégrer dans la société belge, notamment au travers d'un emploi, représente aussi pour eux une « obligation » face à la peur de retourner dans une situation qu'ils ont fuie. Pour eux l'EFT représente donc un « morceau de vie » et une opportunité qui va les mener vers d'autres projets.

La motivation se pose donc fort différemment pour les uns ou les autres. Parallèlement à des problèmes de motivation, les formateurs évoquent également des situations de « sabotage ». Les personnes en formation commencent un projet puis l'abandonnent sans raisons apparentes. Les encadrants constatent qu'il y a « *comme une mauvaise voix qui leur parle, qui les victimise* ». C'est, selon eux, la voix du père, de l'école qui leur dit sans cesse « tu n'es capable de rien ». Certains semblent se refuser parfois des toutes petites réussites, comme le fait d'obtenir un certain document auprès de la commune. Ces échecs leur confirmeraient qu'ils ne sont « bons à rien ». « *Qu'est ce que je vais bien pouvoir faire de ce qu'on a fait de moi ?* » est la question qui semble accaparer ces jeunes qui ne peuvent pas toujours se donner l'autorisation de réussir.

Des jeunes incapables de faire face à la barre qu'on leur impose

Deux sociologues, Guy Bajoit et Abraham Fransen, ont mené en 1995 une enquête auprès des jeunes qui garde encore toute sa pertinence³. Ils constatent d'abord que notre société a connu en une vingtaine d'années une profonde mutation culturelle marquée par le déclin du modèle industriel et le déchaînement de la compétition. Dans ce cadre, les deux auteurs ont questionné la manière dont les jeunes réagissent, s'adaptent et développent de nouvelles valeurs et attitudes par rapport à eux-mêmes et par rapport à la société. Ils ont donc étudié, au travers de témoignages, les conceptions des jeunes quant à la réussite, à la vie en général⁴.

Cette recherche leur a permis de constater que les jeunes d'aujourd'hui sont constamment confrontés à une multitude de messages culturels via les différents médias, la publicité, l'école, etc. Ces

³ BAJOIT G. et FRANSSSEN A., *Les jeunes dans la compétition culturelle*, Presses Universitaires de France – PUF, 1995.

⁴ A noter que le sociologue François Dubet a également largement étudié la situation des jeunes des quartiers défavorisés face au changement de société qu'a été la fin de l'Etat providence et l'arrivée massive du chômage dans les banlieues dans les années 80. Il a analysé l'expérience de ces jeunes dominés par l'incertitude, le flottement des projets, les longues périodes d'oisiveté entrecoupées de petits boulots, etc. Voir notamment DUBET F., *La galère, jeunes en survie*, Editions Fayard, 1987.

messages véhiculent principalement, selon eux, quatre droits (ou devoirs) fondamentaux. Le premier est l'auto-réalisation ou « sois toi-même »⁵. Les jeunes doivent trouver en eux leurs goûts et préférences, savoir qui ils sont et se démarquer des autres. Le second droit est celui de pouvoir choisir : choisir sa vie, ses études, son partenaire, etc. Le troisième droit est celui de prendre du plaisir, de jouir de la vie. Ils constatent en effet que notre société actuelle bannit au maximum la souffrance au travail, la maladie, la mort, etc. Enfin, le quatrième droit est celui de faire attention à soi, de se méfier (« ne fume pas », « mets ta ceinture », etc.). La vie serait pleine de pièges et d'insécurité et la société nous pousse à tout faire pour les éviter.

Ces quatre messages culturels, qui font partie constante de nos existences, exigent énormément de nous en terme de réalisation personnelle, sociale, culturelle, psychologique, financière. Ils véhiculent l'idée que nous devons être heureux, nous épanouir et afficher les signes extérieurs de réussite au travers de la consommation.

La barre est donc placée très haut et à la même hauteur pour tous. C'est en effet la même télévision que l'on regarde, les mêmes publicités que l'on voit. Les modèles de succès et de réussite en terme de consommation, d'auto-réalisation, etc. sont donc identiques pour chacun.

Or, la contradiction est forte entre la puissance des messages qui sont véhiculés et les moyens que la société offre pour atteindre cet « idéal » prôné par les chantages de la consommation. Les moyens pour l'atteindre sont en effet très inégaux. Pour certains, cette barre semble d'avance inatteignable. Ils sont alors sujets à des frustrations très fortes (« je n'y arriverai pas »), à de la culpabilisation (« c'est de ma faute ») et à de la stigmatisation.

Face à ce constat très dur, les deux sociologues ont élaboré une typologie de six logiques d'actions différentes à partir des rencontres qu'ils ont menées auprès des nombreux jeunes. Ces six types de jeunes sont évidemment « des idéaux types » et n'existent pas réellement mais permettent de mieux comprendre la situation des jeunes qu'accueillent les EFT.

Bajoit et Fransen identifient d'abord une catégorie de jeunes qui croient qu'il est possible d'atteindre l'idéal que nous impose la société. Ils mettent alors toute leur énergie et leurs efforts en oeuvre pour y arriver. Parmi eux, les sociologues identifient deux catégories. La première est celle des « arrivistes », ceux qui se battent « comme des loups » et essaient de monter le plus haut possible. Leur objectif est d'accéder aux études, à l'emploi, à l'argent. Ils deviennent parfois terriblement matérialistes. Ils se noient dans la compétition et la consommation. La deuxième catégorie est celle des « nostalgiques », des jeunes qui aspirent à la normalité, obtenir un emploi, un peu d'argent, fonder une famille.

On retrouve ensuite les jeunes qui refusent la barre imposée et qui placent leur propre barre : « je fais ce que j'aime dans la vie ». Selon les deux auteurs, une majorité de ces jeunes veulent devenir artistes. Ils croient trouver en eux un talent et veulent le développer. Parmi eux, il y a ceux qui sont combattifs et capables de supporter des conditions de vie très modestes et ceux qui n'y arrivent pas et vont plus vers l'« hédonisme » : « ma vie, mes copains, ma musique, pas envie de travailler ».

Enfin, les auteurs identifient la catégorie des jeunes qui savent ce qu'ils veulent mais n'ont pas les moyens de le réaliser. Parmi eux, un premier type est celui des « pragmatiques ». Ces jeunes ne souhaitent pas devenir maçon ou secrétaire mais le deviennent par « défaut ». Leur vie est à côté du travail. « Je suis secrétaire mais ça ne vaut pas la peine d'en parler 5 minutes ». Enfin, le dernier type de jeunes est celui des « anomiques ». Ces jeunes ont été trop « cassés » par la société. Toute rencontre avec les adultes est frustrante car elle les questionne sur le projet de vie qu'ils n'ont pas. Ils connaissent une très forte culpabilité. Ils n'ont pas le courage de se lever pour aller travailler mais ne savent pas ce qu'ils pourraient faire de leur vie pour s'auto-réaliser. Ils ont une petite voix qui leur dit continuellement qu'ils ne savent rien faire. Selon Guy Bajoit, ce sont des jeunes qui tendent vers cette dernière catégorie type qui se retrouveraient majoritairement dans les EFT.

⁵ Ces nouvelles injonctions ont également été mises en évidence par plusieurs auteurs (Gilles Lipovetsky, Jean-François Lyotard, Zygmunt Bauman, etc.) qui définissent notre société actuelle comme post-moderne, hyper-moderne ou comme « liquide ». Dans cette société hyper individualisée, l'homme est contraint d'être un « homo eligens », un homme qui choisit de manière autonome.

La stigmatisation et le manque de perspectives

Au-delà de cette barre qui semble impossible à atteindre, d'autres éléments peuvent venir expliquer la situation des jeunes avec lesquels travaillent les EFT. Le premier est l'environnement croissant de stigmatisation et de responsabilisation individuelle porté par les politiques de l'Etat social actif – et particulièrement la politique d'accompagnement des chômeurs - dont parle notamment Ginette Herman⁶. Les chômeurs, les jeunes peu qualifiés, les plus pauvres seraient aujourd'hui considérés comme responsables – en partie du moins – de ce qui leur arrive. « *C'est leur faute s'ils en sont là où ils sont et s'ils ne s'en sortent pas. C'est donc normal de les contrôler et de les punir s'ils ne fournissent pas suffisamment d'efforts pour sortir de leur situation.* » Ces messages, diffusés aux travers des politiques mises en place par les pouvoirs publics, produisent des effets psychologiques importants sur les personnes qui sont sans emploi. Cette culpabilisation constante vient « remettre une couche » et les enfonce encore plus dans le sentiment qu'ils ne sont bons à rien. Comme l'explique Ginette Herman, cette stigmatisation sociale entame profondément la confiance qu'un individu peut avoir en lui-même et l'enferme dans une impasse sur le plan personnel, social et professionnel. Le chômage, par exemple, « *diminue les attentes et les activités des personnes qui le subissent, déstructure leur rapport au temps et les entraîne vers des formes d'apathie caractérisées. Ces personnes tendent à l'isolement, se vivent sans espoir mais aussi manifestent occasionnellement des explosions de violence.* »⁷ Les périodes de chômage et d'inactivité sont donc majoritairement vécues comme extrêmement négatives et clairement non souhaitées. Les propos de certaines personnes (dont des politiciens) qui prétendent que les pièges à l'emploi et une certaine « culture » familiale du chômage conduiraient des personnes à se « complaire » dans leur inactivité et à refuser de trouver un emploi doivent être largement dénoncés. Lorsque les salaires nets⁸ qu'offrent certains emplois ne suffisent pas à vivre dignement, que l'indemnité de chômage complétée des différents « avantages » liés à cette situation d'inactivité professionnelle est supérieure, peut-on réellement parler de choix ?

Parallèlement, l'Etat social actif a développé – ou renforcé – une politique du « tout à l'emploi » qui se décline tant au niveau européen que fédéral ou régional. Tous les acteurs, CPAS, EFT, OISP, associations diverses d'aides aux plus démunis, doivent aujourd'hui travailler à « remettre à l'emploi » leurs bénéficiaires. Or, ces organismes sont confrontés à un nombre conséquent de stagiaires ou de bénéficiaires qui ne développent pas un projet lié à la formation et à l'emploi mais se situent d'abord dans une logique d'émancipation sociale. Comme le mentionne Claudio Pescarolo, directeur du GABS dans un article d'Alter echo, « *la logique de la Région wallonne est de nous faire travailler dans une perspective de remise à l'emploi de notre public. C'est oublier qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde et que, de toute façon, tout le monde n'a pas forcément envie de travailler. Une telle logique demande des moyens pour proposer des formations et, là encore, certaines personnes ne sont pas prêtes à rentrer dans une formation, ni même à réfléchir à un projet de vie.* »⁹ Cette inadéquation entre le projet du stagiaire et celui qui est proposé par les organismes d'insertion n'est évidemment pas sans effet sur la démotivation, l'abandon et « l'auto sabotage » des bénéficiaires constatés par les EFT.

Cette inadéquation est renforcée par le manque réel de perspectives d'emploi que Claudio Pescarolo mentionne. Certains stagiaires ne cherchent pas à s'insérer professionnellement et ceux qui souhaitent trouver un emploi n'en trouvent pas toujours. A Bruxelles, par exemple, le nombre de demandeurs d'emplois s'élevait en 2008 à 92.114 alors que le nombre d'offres d'emploi gérées par Actiris, sur l'ensemble de l'année, atteignait seulement le chiffre de 20.610.¹⁰ Des travailleurs rencontrés dans une ILDE bruxelloise et sous contrat article 60 posaient clairement la question « *pourquoi se former si c'est tout de même pour retourner au chômage après ?* ». Les stagiaires sont donc stigmatisés, culpabilisés, embourbés dans de très nombreux problèmes (logements insalubres, problèmes de santé, violences, assuétudes, etc.) mais, surtout, ils ne voient pas de sortie au tunnel. Si, en plus, les

⁶ HERMAN G. (et autres), *Travail, chômage et stigmatisation*, Editions de Boeck, 2007

⁷ Idem.

⁸ Salaire duquel est déduit les frais inhérents au fait que la personne travaille (frais de crèches, etc.)

⁹ Catherine Morenville, *L'insertion sociale soluble dans le « tout à l'emploi »*, Alter écho n°272, mai 2009.

¹⁰ Source : rapport statistique 2004 de l'ORBEm et données statistiques 2008 de l'Observatoire bruxellois de l'emploi.

stagiaires ont été poussés à entrer en formation suite à des contrôles Onem effectués dans le cadre de la PAC, ils risquent fort d'abandonner après quelques temps, lorsqu'ils se croiront à l'abri des sanctions. Le travail de l'EFT consiste dès lors à amener le jeune à percevoir, avant qu'il n'abandonne, l'intérêt de la formation, qu'il y ait un emploi ou non directement à la sortie de cette dernière. Mais il s'agit là d'un travail souvent ardu et parfois tout simplement impossible.

La dégradation des conditions d'emploi peut également jouer un rôle négatif. Lorsqu'ils trouvent du travail, celui-ci est en effet de plus en plus souvent intérimaire, coupé, flexible, avec des salaires très bas. Les pièges à l'emploi ne sont pas loin. Par ailleurs, la PAC a amené un nombre important de travailleurs relativement âgés à se présenter au sein des EFT. Or, pour ces stagiaires de plus de 45 ans, quelles sont encore les possibilités de trouver un emploi après la formation ?

Les « pièges à la formation » sont également, pour certains stagiaires, un obstacle et une raison d'abandon. L'absence de rémunération d'une formation pendant laquelle ils sont pourtant amenés à travailler sur chantier, à faire « *autant que le formateur qui, lui, est payé* » est un argument souvent entendu auprès des stagiaires. Pourquoi se décarcasser pour pas un rond alors que, ce qu'ils viennent d'abord chercher, c'est, pour une majorité, une porte vers une augmentation de leur pouvoir d'achat ? Au Québec, les entreprises d'insertion, fort similaires aux EFT belges dans leurs méthodes d'apprentissage et d'encadrement, proposent un « vrai salaire » et un statut de salarié à leurs stagiaires. Une manière forte de motiver ces jeunes qui souhaitent avant toute chose gagner leur vie. La fierté de pouvoir monter un mur tout seul est aussi grande que celle de gagner son premier salaire. Mais une telle stratégie implique de pouvoir fournir un salaire décent aux stagiaires. Or, le financement de ce salaire pourrait avoir comme conséquence d'augmenter davantage la pression économique qui repose déjà sur les EFT, au risque d'obliger certaines d'entre elles à écrémer leur public. Le débat de la rémunération éventuelle en EFT est clos en région wallonne depuis 2007 mais la question de la motivation des stagiaires face à une formation sur chantier non rémunératrice reste entière.

Au delà des EFT et des « pièges à la formation », c'est, une fois encore, tout le « parcours d'insertion » qui pose question. Les emplois précaires de type Activa, PTP, article 60 constituent en effet le lot d'une grande partie des stagiaires qui sortent d'EFT lorsqu'ils ont la possibilité de décrocher un emploi. L'insécurité que représentent de tels emplois dans lesquels les personnes resteront un an ou deux avant, peut-être, de bénéficier d'un autre emploi de ce type ou de retourner vers le chômage, peut aussi expliquer la « démotivation » dont font preuve certaines personnes face à la formation. Peut-on vraiment considérer les quelques années de « répit » que leur offrent ces emplois comme « mieux que rien » ? D'autant plus que ces emplois précaires, qui se sont largement multipliés ces dernières années, ne sont pas neutres en termes d'effets sur le marché général de l'emploi. Les personnes qui bénéficient de ces statuts contribuent en effet bien malgré elles à exercer une pression sur le marché global de l'emploi, avec pour conséquence une baisse générale des conditions de travail et une plus grande flexibilité des salariés.

Le rôle de l'EFT et ses limites

Le public des entreprises de formation par le travail appartiendrait en majorité à la catégorie de jeunes « anomiques », décrite par Bajoit et Fransen. Les formateurs font face aux fortes tensions que vivent ces jeunes. Selon ces formateurs, les jeunes ont besoin d'autorité et la souhaitent mais, en même temps, la rejettent. Ils sont fiers de leur travail mais en même temps la haïssent. Ils disent vouloir s'en sortir et en même temps « sabotent leur réussite ».

La relation entre le stagiaire et le formateur semble dès lors cruciale dans la réussite du stage. Ce qui n'est évidemment pas sans poser de questions sur les limites de cette relation. Une majorité des stagiaires en EFT arrivent en manque de repères et ont besoin d'une figure d'autorité et de confiance. Le formateur peut, en partie, jouer ce rôle mais il se doit de garder des limites qui ne sont pas toujours comprises par les jeunes. Le temps qu'ils passent au sein de l'EFT est aussi très court par rapport au long travail qu'il faudrait parfois accomplir pour rendre confiance au jeune, lui redonner quelques appuis. Il est également très court par rapport aux différentes missions qui sont « confiées »

à l'EFT : former, donner des compétences, encadrer, remettre sur pied, etc. Il est enfin d'autant plus court que certains stagiaires, motivés par la formation, sont rattrapés par toutes sortes de problèmes qui les obligent à quitter l'EFT : logement, santé, addictions, surendettement, etc.

Par ailleurs, la place accordée à l'accompagnement social des stagiaires par rapport à l'apprentissage sur chantier est largement limitée¹¹. La tension que vivent les EFT entre la rentabilité financière nécessaire à leur bon fonctionnement et à l'accomplissement de leur mission de Formation par le travail (et donc la nécessité de trouver du travail, donc des clients) et leur objectif premier de formation et d'encadrement social est forte. En effet, les EFT sont de plus en plus poussées vers l'objectif d'insertion professionnelle plutôt que celui de l'accompagnement social. Les stagiaires vivent des situations de travail proches de la réalité qu'ils seront amenés à connaître dans des entreprises classiques. Une très bonne chose pour certains mais une réelle difficulté pour le nombre important de stagiaires qui arrivent de plus en plus « cassés par la société » et se révèlent parfois incapables d'assumer de tels rythmes et une telle pression. Le modèle de l'EFT a donc des limites face à certains jeunes « abîmés » par la vie.

Des pistes d'actions concrètes

Impliquer et donner sens

Remettre les stagiaires en selle et leur redonner confiance, c'est aussi leur donner la parole, les impliquer dans leur formation et dans le cadre qui les entoure, les amener à réfléchir par eux-mêmes au monde dans lequel nous vivons et à participer aux solutions à mettre en place pour faire face aux problèmes qu'ils vivent. Les EFT ont développé sur ce point des pratiques intéressantes, qui permettent aux stagiaires de donner sens à leur formation et au travail qu'ils y accomplissent. Certaines amènent leurs stagiaires à bénéficier directement du travail qu'ils accomplissent au sein de l'EFT, qu'il s'agisse de manger le midi les légumes qu'ils cultivent ou d'habiter les logements qu'ils construisent. D'autres les impliquent dans la création du règlement de travail, dans certaines décisions de l'entreprise, mettent en place des assemblées de stagiaires, etc. Des moments de réflexion et de participation sur certains sujets de société et/ou des problématiques qui les touchent directement (élection, chômage, logement, etc.) sont également proposés dans pratiquement toutes les EFT. Un formateur explique « *Certains ne se rendent pas compte. Ils pensent que, le chômage, ça vient du ciel, de l'Etat. On leur explique que nous sommes tous, avant tout, des citoyens qui avons un rôle à jouer dans la société, que le chômage ne serait pas possible, si il n'y avait pas des gens qui travaillent, sans la solidarité. Certains sont tout étonnés* ».

Donner une chance de poser un choix et rendre une fierté

Depuis quelques années, l'EFT « Quelque Chose à Faire » a mis en place un module intitulé « La Rampe ». Ce module permet aux stagiaires de se familiariser avec les métiers de la construction (menuiserie, toiture, peinture, etc.), de voir si ceux-ci leur conviennent et, si c'est le cas, de choisir celui dans lequel ils souhaitent continuer leur formation au sein de l'EFT.

Ce module poursuit également un deuxième objectif. Il permet aux stagiaires de voir une réussite dans l'arrêt de la formation. Si la décision est « *je ne veux pas faire le bâtiment car ce n'est pas un métier pour moi* », c'est une réussite car cela a permis au stagiaire de poser un choix. Or, beaucoup d'entre eux ont subi toute leur vie passivement. Ils n'ont jamais eu le choix. La rampe est donc très importante pour eux.

Par ailleurs, ce stage de six semaines est moins « intensif » que la formation sur chantier. Les stagiaires ont donc le temps de prendre leurs marques, de retrouver une certaine confiance en eux à travers des petites réalisations « faciles ». Comme l'explique Patrick Luremonde, formateur à la Rampe, « *certain stagiaires sont fiers comme Artaban du petit mur qu'ils ont construit. Il en font 50*

¹¹ Cet accompagnement doit représenter au minimum 10% des heures de formation par filière, réparties sur toute la durée de formation mais certaines EFT expriment une difficulté à atteindre ce chiffre.

photos avec leur gsm pour montrer à leur copine, à leurs parents, etc.». Eric Mikolajczak, secrétaire général de l'Interfédération des EFT-OISP, rappelait également, lors de l'Université populaire de Wallonie du 30 avril 2009¹², la nécessité pour les EFT de privilégier, dès le début du parcours, des filières accessibles et conçues par paliers, dans lesquelles les progressions sont visibles pour le stagiaire.

Le rôle crucial du formateur

Alain Laby, directeur du Quinquet, le rappelait récemment : le formateur joue un rôle essentiel dans la dynamique de formation de l'EFT. « *Si le stagiaire est un moteur, celui-ci peut tomber en panne ou nécessiter une révision, le formateur est alors le mécanicien incontournable.* »¹³ Suivre pendant 18 mois quotidiennement des jeunes en demande forte d'affection, d'autorité parentale, de valorisation et confrontés à des difficultés importantes dans leur vie peut amener certains des formateurs à dépasser leur rôle. « *Le formateur, si l'accroche se fait, devient vite le référent, le modèle, celui sur qui on va s'appuyer dans un souci d'aller jusqu'au bout. Un tuteur, quoi ... Le formateur devient, si l'on n'y prend garde, le grand frère, sinon le père, la mère absents.* »¹⁴ Cette tension entre le rôle de formateur, qui demande un certain détachement, et l'attachement qui se crée vis-à-vis des jeunes n'est pas évidente à gérer pour tous, d'autant plus que de nombreux formateurs sont avant tout des professionnels du métier qu'ils enseignent et n'ont pas été formés à être pédagogues.

Cette fonction doit donc être discutée au sein de la structure, entre formateurs et avec les autres membres de l'équipe. Valoriser et définir clairement les limites du rôle de « guide » ou de « tuteur » - et non pas de parent - que doit jouer le formateur semble indispensable, tant pour celui-ci que pour les jeunes qu'il accompagne. Une piste complémentaire évoquée par certaines EFT peut être de débattre et de prendre conscience régulièrement avec l'ensemble du personnel des limites de l'EFT vis-à-vis de certains stagiaires. L'EFT n'est en effet qu'une chance parmi d'autres pour les stagiaires et tous ne peuvent y trouver une solution à leurs difficultés.

Multiplier les possibilités vers l'emploi

Si le rôle de l'EFT consiste d'abord à former les stagiaires, de les remettre debout et non pas à tout prix de leur trouver un emploi en fin de formation, il semble évident qu'elle doit organiser la formation afin de donner aux stagiaires qui le souhaitent le plus de chances possible de se réinsérer professionnellement. Des stages en entreprises qui permettent aux entrepreneurs privés de « tester » les stagiaires conduisent régulièrement à des embauches. Le choix des secteurs d'activité est également crucial. Les EFT ne peuvent en effet se permettre de former des jeunes dans des secteurs d'activités qui n'offrent que très peu de chances de trouver un emploi¹⁵. La recherche de nouveaux créneaux innovants et porteurs d'emplois, tels que l'éco-construction, est primordiale tant pour les entreprises elles-mêmes que pour l'avenir des jeunes qu'elles forment et la valorisation sociale que pourra leur apporter leur futur métier.

Changer petit à petit le regard sur la « barre » imposée par notre société

Enfin, les EFT ne peuvent faire abstraction de la nécessité de questionner la société de consommation et la culture de réussite matérielle dans laquelle nous vivons, que ce soit avec leurs travailleurs mais aussi et surtout avec leurs stagiaires. Il s'agit là d'un réel défi, car s'interroger sur la pertinence de la

¹² Le texte de l'intervention d'Eric Mikolajczak lors de l'Université populaire de Wallonie du 30 avril 2009 est disponible sur le site : <http://www.upwal.be/>

¹³ Alain, Laby, Acteur ou facteur de changement : le formateur face à l'usure du temps, intervention lors de l'Université populaire de Wallonie du 30 avril 2009. Le texte peut être téléchargé à l'adresse Internet suivante : <http://www.upwal.be/>

¹⁴ Ibidem.

¹⁵ On aborde ici un débat sur le type de compétences que les EFT ont pour objectifs de fournir à leur stagiaires : des compétences techniques leur donnant un accès plus ou moins direct à un métier ou des compétences de savoir-être et savoir-faire qui pourra leur ouvrir la porte vers tout type de métiers ?

« barre » que nous impose la société n'est clairement pas évident avec un public constamment privé de tout confort matériel. C'est sans doute au travers d'activités très concrètes, d'échanges d'expériences et à partir du vécu des stagiaires que ces questions peuvent émerger et mener vers des réflexions et des actions plus collectives.

Sortir de la réponse individuelle pour proposer des actions collectives...

Comme l'expliquait Didier Vranken¹⁶ lors de l'Université populaire de Wallonie, nous sommes entrés dans la société du travail sur soi. Ce type de société impose une culture générale qui prône des individus qu'ils effectuent un travail sur eux-mêmes, qu'ils gouvernent leurs vies, deviennent autonomes, compétents, responsables, qu'ils dirigent leurs propres parcours de vie, etc. C'est d'ailleurs là un des objectifs de l'EFT que d'autonomiser les individus, les aider à définir leur projet professionnel et, plus largement, leur projet de vie. Les concepts comme le coaching, apprendre à apprendre, l'activation, l'implication, projets et gestion de projets, contrats, etc. sont des enfants de cette société du travail sur soi. Mais cette société ne met-elle pas l'individu au travail sur lui-même, en projet, parce qu'elle n'arrive plus, tout simplement, à le mettre au travail en lui fournissant un emploi ? Ne centre-elle pas l'individu à l'extrême sur lui-même, sa vie, ses projets, pour éviter qu'il ne se rende compte que les problèmes auxquels il est confronté sont surtout engendrés socialement et qu'ils nécessitent une réponse collective et non individuelle ?

C'est ce que soutient en tout cas Zygmunt Bauman, qui explique que l'individu est considéré dans nos sociétés comme responsable de sa vie, de son projet, de ses réussites et de ses échecs mais aussi comme responsable de trouver des solutions individuelles à des problèmes engendrés collectivement. Nous devons, par exemple, acheter la bonne crème ou le bon shampoing pour protéger notre corps contre la pollution. Nous devons également « apprendre à nous vendre » pour survivre sur un marché du travail flexible, etc.¹⁷

Or, la société, nous explique Zygmunt Bauman, est aujourd'hui « liquide ». C'est-à-dire que nous vivons dans une société où les liens humains sont fragiles et constamment en train de changer. Se projeter à long terme devient un exercice difficile (« Faire carrière » devient rare, tout comme l'engagement amoureux à long terme, etc.). Cette « liquidité » rend alors encore plus difficile pour les individus de gouverner leur vie, de trouver des solutions à leurs problèmes. Il faudrait, d'une part, que chacun trouve son projet de vie mais soit aussi capable à tout moment de le réorienter, de se former, etc. Cette obligation d'être tout le temps en mouvement nécessite des capacités que tous ne possèdent pas. Comme l'explique Didier Vranken, « *les demandeurs d'emplois ne sont plus uniquement des individus déshérités ou des assistés, ils sont devenus, en plus, des individus précarisés par leurs difficultés à se mouvoir dans la vie* »¹⁸. Si les liens sociaux se déstructurent, c'est aussi, avec la naissance de l'Etat social actif, des filets de sécurité construits sur nos luttes sociales passées qui se détricotent et assurent de moins en moins la prise en charge collective des individus et des jeunes en perte de repères.

Revoilà cet écart, que mentionnaient Bajoit et Fransen, entre des injonctions hyper individualisées d'une part, et une société déstructurée qui rend la réalisation de ces injonctions de plus en plus difficile d'autre part. A moins que la solution ne soit, comme l'indique Bauman, de sortir de l'individuel. Bauman soutient en effet que « *s'il y a une chance de résoudre des problèmes engendrés socialement (exclusion, chômages, etc.), la solution ne peut être que collective* ».

¹⁶ L'intervention de Didier Vranken, professeur à l'ULg, peut être téléchargée à l'adresse suivante : http://www.upwal.be/pdf/didier_vrancken.pdf

¹⁷ « Vivre dans la modernité liquide. Entretien avec Zygmunt Bauman » dans Sciences humaines, novembre 2005.

¹⁸ Il explique que ces demandeurs d'emplois ont d'ailleurs recours à une sémantique du mouvement pour expliquer leurs histoires faites d'aller-retour, parsemées d'embûches, de difficultés à se mouvoir lorsqu'il faut « resuivre des études d'éducatrice », « trouver sa voie », « revenir de loin », « retourner à l'école », se débrouiller pour « prendre le bus », « prendre le train », « passer son permis (de conduire) », « arriver » à la maison, au centre de formation, au service social, « arrêter tout » et puis faire d'autres choix.

Les EFT ne doivent-elles pas être des réceptacles et des moteurs d'actions collectives, avec leurs travailleurs et leurs stagiaires ? Si elles ont fait connaître, au travers de l'Interfédération notamment, leurs doutes et inquiétudes face à la PAC, dont les méthodes sont en contradiction avec celles qu'elles développent depuis des années, on doit constater qu'elles se plient aujourd'hui plus ou moins à ce dispositif et que les revendications collectives ont été très peu nombreuses.

Il est, à ce titre, important de questionner le rôle que jouent les EFT elles-mêmes dans la mise en place de dispositifs qui sont contraires à leur objectif premier et viennent directement affecter la motivation des jeunes qu'elles prennent en charge. Comme le rappelle bien Abraham Fransen, « *il ne faudrait pas non plus oublier que beaucoup des dispositifs et de manières de faire aujourd'hui repris sous la coupole de l'Etat social actif ont été mis en place par les travailleurs sociaux eux-mêmes avec beaucoup d'invention, d'inventivité, de précarité aussi. La construction du secteur ISP en Belgique n'a pas été décrétée par un arrêté gouvernemental ; elle a d'abord été le fait d'initiatives souvent militantes de ceux qui estimaient que les modes de réponse institués en termes de droits et de revenus, tout en étant indispensables, n'étaient pas suffisantes. Qu'il s'agisse de la logique du contrat, de la « pédagogie du projet », des pratiques de médiation, du travail d'accompagnement individualisé en vue de l'insertion, de la mise en place de groupes de soutien pour la recherche d'emploi, de l'insistance sur le travail en réseau, ces « nouveaux modes de traitement social » se sont construits dans la contestation et l'alternative au modèle classique avant d'être progressivement repris, parfois récupérés et instrumentalisés, comme la nouvelle forme même de l'action sociale.* »¹⁹. Il rappelle ainsi que la réponse individuelle aux problèmes que rencontrent les jeunes, au travers des concepts de projet, de motivation indispensable à la réussite, etc. ont été mis en place par les travailleurs sociaux eux-mêmes parce qu'ils donnent du sens à leur travail.

Mais il semble urgent de prendre de la distance par rapport à ces pratiques, de se questionner sur cette individualisation - poussée à l'extrême - des solutions qui sont proposées aux jeunes et moins jeunes en situation de pauvreté et d'inventer des pistes plus collectives.

¹⁹ FRANSEN A., *De la critique de l'activation à la démocratisation de l'action sociale* In « Politique – Actes de la 86ème semaine sociale du MOC », n° HS9, septembre 2008, pp. 70-83.